



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

DOMAINE DES SCIENCES DE LA SOCIETE



DEPARTEMENT ECONOMIE
LICENCE 3

« Mémoire pour l'obtention du diplôme de licence en Economie
Option : Economie-Mathématique »

LE RÔLE DES BANQUES SECONDAIRES DANS L'ECONOMIE DE MADAGASCAR

Réalisé par :

ANDRIATINARIVONY Voary

Encadré par :

Mr RAZANAKOTO Thierry

Numéro d'examen : 314

Date de soutenance : 14 Mars 2019

Année Universitaire : 2017 - 2018

Remerciements

Je remercie Dieu le tout puissant de nous avoir donné la foi pour accomplir cette tâche et la mener à ses termes.

Je tiens à remercier Mon encadreur Monsieur RAZANAKOTO Thierry pour son aide précieuse et pour tous ses conseils judicieux formulés au cours de notre travail.

J'exprime également mon vif remerciement à l'ensemble du personnel au sein de l'Université d'Antananarivo :

- *Monsieur Panja Armand René RAMANOELINA, Président de l'Université d'Antananarivo.*
- *Monsieur David Olivaniaina RAKOTO, Responsable du Domaine des sciences de la société.*
- *Monsieur Andriamahefazafy Fanomezantsoa RAMAROMANANA, Chef de la mention Economie.*
- *Madame Holimalala RANDRIAMANAMPISOA, Responsable de la licence 3 en Economie.*

J'ai le grand plaisir, et le louable honneur de partager l'hilarité qu'a suscité la réalisation de ce travail avec tous les miens, et tous ceux qui m'ont aidé, et participer de près ou de loin à la finalisation de ce travail.

En premier lieu je dédie cette réalisation à toute ma famille qui m'ont toujours soutenu et aidé tout au long de mon parcours, ainsi qu'à mes amis.

LISTES DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

BFM : Banky Foiben'i Madagascar

BM : Banque Mondiale

BMOI : Banque de Madagascar et de l'Océan Indien

BOA : Bank Of Africa

CLT : Crédit à Long Terme

CMT : Crédit à Moyen Terme

FBCF : Formation Brute de Capital Fixe

FMI : Fond Monétaire International

IDE : Investissements directs étrangers

IDH : Indicateur de Développement Humain

INSTAT : Institut national de la statistique

ONU : Organisation des Nations Unies

PIB : Produit Intérieur Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

SBM: State Bank of Mauritius

SGM : Société Générale Madagasikara

USD: United States Dollar

V.A : Valeur Ajoutée

SOMMAIRE

Remerciements	i
LISTES DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES.....	ii
INTRODUCTION.....	1
I- Position du problème.....	1
II- Objectif principal de ce travail	2
III- Intérêt du sujet	2
IV- Hypothèse du travail.....	3
V- Plan du travail.....	3
PARTIE 1 : Approche conceptuelle et méthodologie du travail	4
Chapitre 1 : Approche conceptuelle.....	5
Chapitre 2 : Méthodologie de recherche.....	23
PARTIE 2 : Résultats.....	25
Chapitre 1 : Résultat	26
Chapitre 2 : Analyse des données	29
PARTIE 3 : Discussion.....	43
I- Interprétation du résultat	44
II- Problème rencontré	45
III- Une institution propre au Malagasy	46
CONCLUSION	47

BIBLIOGRAPHIE	I
ANNEXES	III
TABLE DES MATIERES	VI
LISTE DES FIGURES	XI
LISTE DES TABLEAUX	XII

INTRODUCTION

I- Position du problème

Après de longues recherches sur l'activité le plus porteur de croissance dans un pays, selon mes conclusions, la croissance est stimulée par l'augmentation de la production, par le changement de la psychologie en rapport à l'exploitation de la culture du pays. Mais en analysant de plus près, tout se converge sur le problème de financement. Ce financement est caractérisé principalement par la monnaie. L'économie dépend de la circulation de la monnaie dans un pays. Cela a été prouvée par Patrick Artus (2008) que « *le ralentissement de l'inflation et d'une perspective du taux d'intérêt stable ce qui augmente la confiance des investisseurs dans l'économie du pays* ». D'ailleurs pendant une longue étude dans le parcours de l'économie, nous avons pu constater que la monnaie permet la mobilisation des facteurs de production. Si les facteurs de production sont tous utilisés, comme dans le marché du travail, le plein emploi serait atteint, et l'équilibre général serait réalisé. Le système financier joue un rôle très important dans la circulation de la monnaie. Leur rôle principal c'est d'assurer les transferts des fonds des agents à capacité de financement vers les agents qui ont besoin de financement. Leur marché, comme ceux des obligations et des actions, jouent un rôle décisif pour parvenir à une plus grande efficacité économique car ils peuvent stimuler la production grâce à sa fonction orientant les fonds des agents qui n'en font pas une utilisation productive, vers ceux qui peuvent les utiliser. Des marchés financiers qui fonctionnent d'une manière productive sont un facteur clé pour réaliser une croissance économique élevée, alors que les marchés financiers inefficaces sont une des raisons pour lesquelles de nombreux pays, à savoir la plupart des pays en voie de développement dans le monde restent désespérément pauvre. Par rapport aux autres domaines d'activités économiques, le secteur financier est très important pour le développement d'une nation. Selon Scalbert et al. 2012, « *Le risque est inhérent aux activités financières [...]. Or, à la différence des autres activités économiques, le coût financier d'une faillite bancaire pour la société est très largement supérieur au coût supporté par les seuls actionnaires* ». Les activités sur les marchés financiers ont également des impacts directs sur le pouvoir d'achat de l'individu, sur le comportement des entreprises et des consommateurs, et sur le cycle conjoncturel des économies. Le système financier comprend plusieurs type d'institution

financières comme les banques, les compagnies d'assurances, les fonds collectifs d'investissement etc..., mais ce que nous allons étudier dans ce mémoire concerne les banques secondaires car elles ont un rôles très important sur l'économie, d'ailleurs le rôle primordial des banques a été souligné par M. Aglietta (2001) qui stipule que : « *les banques jouent un rôle central et spécifique dans les économies monétaires parce qu'elles peuvent fournir aux emprunteurs des liquidités en gros montant aux moments demandés, sans que ces liquidités soient prélevées sur une épargne préexistante...les banques permettent à l'accumulation du capital de s'affranchir de l'épargne préalable* ». A mon avis, les étudiants en économie, et en tant que Malagasy, il est de notre devoir de proposer des solutions pour atténuer sinon éradiquer la pauvreté du citoyen Malagasy. La situation actuelle de Madagascar, caractérisé surtout par des crises économiques et par conséquent social, nous amène à chercher des solutions. D'ailleurs, c'est pour cela que mon travail s'intitule LE RÔLE DES BANQUES SECONDAIRES DANS L'ÉCONOMIE DE MADAGASCAR. Nous proposons ici d'étudier les relations existant entre une banque et une économie sur le cas de Madagascar. Cela va nous permettre d'analyser non seulement les fonctions des banques mais aussi sa contribution dans l'économie. Les Banques secondaires contribuent-elles vraiment à la croissance et au développement de l'économie de Madagascar ?

II- Objectif principal de ce travail

L'objectif principal de ce mémoire consiste en fait à chercher le problème de financement pour la croissance de Madagascar. Nous savons tous que Madagascar a diverses banques mais son économie se trouve désespérément faible. Nous avons voulu mettre en évidence la place réelle qu'une banque pourrait occuper dans le progrès des différents secteurs d'activités. Cela nous incitera à expliquer les causes de la pauvreté de Madagascar en se basant sur les banques secondaires.

III- Intérêt du sujet

Premièrement, après avoir terminé ce mémoire de recherche sur le RÔLE DE LA BANQUE SECONDAIRE DANS L'ÉCONOMIE DE MADAGASCAR, nous pourrons élargir notre recherche à la fin de notre parcours économie sur l'activité internationale bancaire. Et deuxièmement, ce travail serait un modèle pour les futurs chercheurs sur la stabilité de la croissance économique dans un pays.

IV- Hypothèse du travail

Nous allons poser deux hypothèses ; d'une part les banques contribuent à la croissance des divers secteurs d'activité économique. A partir de la création monétaire, la croissance se manifeste grâce à l'accumulation du capital permettant de favoriser les investissements dans les différents secteurs d'activités ainsi qu'à l'augmentation du Produit Intérieur Brut (PIB). D'autre part, les croissances apportées par les banques sur les secteurs d'activités économiques conduisent au développement du pays expliquée par le fait que la croissance est la répartition de richesse, et en répartissant ces richesses, cela va changer la structure d'une société et lui permettre de se développer économiquement et socialement.

V- Plan du travail

Le présent travail se subdivise en 3 parties : La première partie sera consacrée à la présentation du cadre théorique et de la méthodologie du devoir. Elle expliquera la notion du système bancaire, de l'investissement, de la croissance et développement économique. Les méthodes de recherches ainsi que les outils d'analyse et les traitements des données collectés font aussi l'objet de la première partie.

La deuxième partie porte sur la présentation des résultats ainsi que l'analyse des données

Finalement, la troisième partie sera réservée à la discussion de notre recherche.

PARTIE 1 : Approche conceptuelle et méthodologie du travail

Chapitre 1 : Approche conceptuelle

I- Généralité sur le système bancaire

1- Origine et définition de la banque

La connaissance du système bancaire nécessite une bonne compréhension de quelques notions sur les banques. En effet, la majorité des personnes voient les banques uniquement comme un intermédiaire entre certaines personnes qui ont de l'argent et d'autres qui en ont besoin et qui en demande sous forme de prêt, c'est-à-dire, la banque prête à partir des dépôts que cette banque dispose. En fait cette vision est totalement fausse.

Afin d'expliquer cela, revenons dans le temps où les hommes riches confient leurs richesses à des personnes s'appelant Orfèvre. Afin que l'or soit en sécurité, ils les confient à un orfèvre et en échange de cela, l'orfèvre lui donne un certificat de dépôt pour une justification que l'or est bien dans le coffre de ce dernier. Ces certificats de dépôt permettent aux personnes d'échanger car ce certificat est comme une monnaie d'échange, même notion que les billets des banques actuelles. Mais l'orfèvre constate que certains dépositaires ne récupèrent pas leur avoir, par conséquent l'orfèvre prête alors cet or à un tiers à une fin de remboursement avec des intérêts

L'orfèvre a commencé à gagner de l'argent en faisant travailler de l'or qui ne lui appartient pas, surtout que l'orfèvre ne donne pas l'or dans son coffre pendant l'emprunt mais seulement un certificat de dépôt qui justifie qu'il y a bien de l'or dans son coffre et c'est ainsi que la personne qui a besoin de financement demande un certificat de dépôt et à l'aide de ce certificat, elles allaient échanger et faire des commerces avec d'autre personnes. L'orfèvre a constaté une seconde chose, que les emprunteurs revenaient emprunter en demandant seulement un certificat, l'orfèvre ne sort pas toujours son or dans son coffre mais juste un certificat de dépôt et au bout d'un moment il s'est rendue compte que personne ne venait chercher l'or dans son coffre donc il pouvait le prêter autant qu'il voulait en délivrant des certificats. C'est à partir de cela qu'il pouvait prêter de plus en plus et a prêté virtuellement plus d'or qu'il en a réellement et c'est à ce moment-là que l'orfèvre a commencé à créer de l'argent à partir de rien. La banque d'aujourd'hui fonctionne exactement comme ça. Les banques sont des institutions financières qui ont pour rôle principale de créer de la monnaie. Cela est justifié par Graham F.Towers directeur de la banque du canada de 1934-1954 « *chaque fois qu'une banque accorde un prêt,*

un nouveau crédit bancaire est créé, ce sont de nouveau dépôt, de l'argent entièrement nouveau ».

L'étude de l'argent n'a jamais été mentionné dans nos école, d'où vient l'argent ? La question évoque généralement l'image de la fabrication des billets ou des pièces. Tous les jours, des montants colossaux d'argent sont créés par des entreprises privées qui sont les banques. Les banques créent l'argent qu'elle prête, pas à partir de leur bénéfice ni à partir de l'argent déposé mais directement à partir des promesses de remboursement faites par les emprunteurs. En contrepartie, la banque crée les prêts, elle inscrit le montant sur le compte de l'emprunteur, c'est la fonction principale des banques. Le système bancaire est un groupement de plusieurs banques dans une zone contrôlée par une banque centrale et ayant comme principale marchandise la monnaie. D'ailleurs Caudamin et J.M (1998) défini le système bancaire comme « *l'ensemble des banques d'une même zone monétaire, forment un système bancaire piloté par une banque particulière qui contrôle l'ensemble des banques, l'émission des billets et définit la politique monétaire* ».

2- Type de banque¹

a- Types des banques selon leurs types d'activités

En fait, on distingue cinq catégories de banque selon leurs types d'activités

- **La banque centrale :** Comme la Réserve Fédérale des Etats Unis, la Banque Centrale Européenne, la Banky foiben'i Madagascar (BFM)a pour rôle de réglementer et superviser les opérations des différentes banques, de veiller à leur solvabilité au regard des déposants, de superviser la production de la monnaie par ces banques et d'en réguler l'usage par le biais du taux directeur. La théorie économique y voit un moyen de réguler la croissance, via l'incitation à l'épargne ou la consommation et d'agir sur l'inflation.

- **Les banques de dépôt :** cette banque travaille essentiellement avec les différents agents économiques comme leurs clients particuliers, les clients professionnels, et les entreprises. Elle reçoit des dépôts et accorde de l'argent aux personnes qui en ont besoin.

¹ <http://fr.wikipedia.org>

- **Les banques de détail :** Ce sont des banques qui travaillent avec les particuliers, les professionnels ainsi qu'avec les petites et moyennes entreprises.
- **Les banques d'affaires :** Ce sont des banques dont leurs principaux clients sont les grandes et moyennes entreprises.
- **Les banques d'investissement :** Elle est active sur les marchés financiers, se chargeant des opérations financières comme les émissions des emprunts obligataires, les souscriptions d'actions, l'introduction en bourse, les fusions d'actions-acquisition...

b- Types des banques commerciales selon leurs types d'actionnariats

Selon le type d'actionnariat, on distingue trois types de banque qui sont :

- **La banque commerciale :** Elle collecte les ressources principalement par le biais de la tenue des comptes et prête aux entreprises. Elle est aussi une société dont le capital est détenu par les actionnaires et est généralement cotée en bourse.
- **La banque Mutualiste :** Elle est contrôlée par ses sociétaires qui détiennent des parts et qui sont souvent leurs clients, elle vient de l'esprit coopératif initié notamment par le milieu agricole. Ce genre de banque peut être cotée en bourse, dans ce cas il s'agit d'un holding qui est créé ad hoc.
- **Une banque peut être une propriété d'Etat :** Lorsque le capital social est une propriété d'Etat.

3- Fonction des banques commerciales

Les banques sont des acteurs importants dans l'économie. Leurs rôles ne résident pas seulement sur le financement mais elles ont d'autres fonctions. Elles ont pour fonction de collecter et de gérer notre épargne. Elles ont pour fonction de créer et de gérer la monnaie lorsqu'elles font des crédits, c'est ce qu'on appelle gérer le système de paiement. Les banques ont un rôle majeur pour la gestion des risques, c'est-à-dire, quand elles prêtent, elles ont une relation directe avec l'emprunteur. Quand elles octroient un prêt, elles évaluent le risque. Les banques font de la gestion des risques, sa fonction continue sur la surveillance du risque jusqu'à l'extinction du prêt.

4- Importance de la banque

Par rapport à d'autres institutions financières, la banque présente un rôle spécifique dans son activité comme les financements des projets rentables. Une banque ne finance un projet d'investissement qu'une fois sa rentabilité vérifiée. En effet, l'étude d'un projet d'investissement se fait en prenant en considération son aspect économique et financier. Elles fournissent des services de liquidités et de crédits. La banque est spécialisée dans la collecte d'argent, lieu le plus sûr pour thésauriser de l'argent, son système de sécurisation est bien organisé.

5- La création monétaire par les banques commerciales

La création monétaire, faites par les banques, principalement dans le cadre d'opération de crédit est en relation d'interdépendance avec l'évolution de la production et des prix. La régulation monétaire, dans ses composantes internes qui est la politique monétaire et externe la politique de change, est au cœur de la politique économique. Ces conditions sont imposées par la banque centrale aux banques commerciales.

Le mécanisme de la création monétaire par les banques commerciales est comme le suivant : si une personne veut faire un emprunt auprès d'une banque, la banque va seulement écrire cette somme dans son compte comme un crédit sans avoir réellement l'argent, c'est-à-dire, le banquier va créer de l'argent. On peut alors confirmer que l'ensemble de la monnaie qui est en circulation dans l'économie provienne d'une dette. Une dette est alors une condition nécessaire si nous voulons avoir de l'argent en circulation dans l'économie.

On peut le schématiser comme suit :

Figure 1 : l'importance de la banque



Source : Note de cours d'économie monétaire

Afin d'éviter les crises et les déséquilibres sur le marché financier, il y a quelque condition qui limitent les banques commerciales dans sa fonction de création monétaire².

- **Fixation des plafonds de réescompte** : permet de limiter le concours que le système bancaire peut attendre de la banque centrale.

Celle-ci peut modifier les plafonds individuels ou procéder à des modifications générales touchant l'ensemble du système.

- **Le système de réserves obligatoires** : moyen d'action sur la liquidité bancaire.

Le système consiste à obliger les banques à déposer auprès de la banque centrale des sommes représentant de pourcentage des dépôts de leur clientèle ou des sommes représentant des pourcentages des crédits distribués. Suivant les modifications des taux de réserve, les banques peuvent être contraintes d'augmenter plus ou moins leurs recours aux crédits de la Banque centrale.

- **Les opérations dites d'Open Market** : par ces opérations, la Banque centrale intervient sur le marché monétaire indépendamment des demandes exprimées des banques primaires. Elle se sert des titres d'Etat en sa possession. En vendant ces titres dont les banques ont besoin dans leurs propres transactions, la banque centrale fait une ponction sur la masse des moyens de circulation. Par contre en les achetant, la banque centrale accroît la marge de crédits des banques.

- **Les mesures des contrôles directs des crédits** : L'encadrement des crédits consiste à imposer aux banques ou à l'ensemble du système monétaire des limites à l'augmentation des concours des banques ou à l'augmentation de l'ensemble des crédits. Ces limites imposées peuvent être sélectives, c'est-à-dire plus ou moins rigoureuses

² Note de cours d'économie monétaire licence 3 Ankatsos

II- Investissement

1- Définition générale de l'investissement

On peut définir le mot investissement dans plusieurs sens, mais ce qui nous intéresse se focalise sur les trois notions d'Abdeljalil.N. en 2002 :

a- La notion comptable

Selon la notion comptable les investissements sont des dépenses qui ont pour résultat l'entrée d'un nouvel élément destiné à rester durablement dans le patrimoine de l'entreprise. Dans le cadre de cette définition, le terme durable n'est pas défini. Dans la pratique, le plan comptable précise toutefois que certains biens de « peu de valeur » peuvent être considérés comme entièrement consommés dans l'exercice de leur mise en service et par conséquent comme une dépense courante et non comme un investissement. Les biens loués ou acquis dans le cadre d'un contrat de crédit-bail, de même que les biens enregistrés dans l'actif circulant ne seront donc pas considérés comme des investissements.

b- La notion économique

L'investissement est l'échange d'une satisfaction immédiate et certaine, à laquelle on renonce, contre une espérance que l'on acquiert et dont le bien investi est le support.

Il y aura donc investissement, chaque fois que des dépenses sont engagées pour accroître ou maintenir le potentiel de production et de vente dans les périodes à venir.

Par conséquent, l'investissement pourrait concerner l'acquisition de biens d'équipement, où les dépenses augmentant le potentiel futur de l'entreprise.

c- La notion financière

L'investissement est défini comme étant l'échange d'une certitude, l'engagement des ressources contre une incertitude, la série des gains éventuels échelonnés dans le temps.

Il découle de cette définition que la notion d'investissement dans le contexte financier consiste à affecter de l'argent à l'acquisition d'actif industriel ou financier, c'est le sacrifice dans l'immédiat des capitaux, dans le but d'obtenir une contrepartie sous forme d'une série de

recettes étalementes sur plusieurs périodes successives, le total de ces recettes devrait être supérieur au coût de l'investissement initial pour pouvoir récolter des gains.

2- Crédit d'investissement

Les crédits de l'investissement servent en fait à financer les projets. L'investissement est nécessaire pour les secteurs qui ont besoin de financement, une failli ou en raison d'une développement d'un projet. Le remboursement de ces crédits ne peut être assuré que par le jeu des bénéfices réalisé par l'entreprise.

Les crédits qui sont des concours directs, entraînant à un décaissement pour la banque sont classés en deux groupes :

a- Crédit à long terme (CLT)

Ces crédits sont destinés à financer les immobilisations lourdes de l'entreprise : terrains, bâtiments, usines, agencements et installations...etc. Leur durée est comprise entre 07 et 20 ans, accompagnés d'un différé au choix de deux (02) à quatre (04) années.³

Le problème ne réside pas seulement dans l'importance du montant, mais surtout dans son indisponibilité future qui est très longue. En effet, pour diverses raisons, les déposants peuvent venir à tout moment réclamer leurs dépôts, que la banque ne pourra pas satisfaire, elle se retrouvera alors dans un déséquilibre financier qui pourra la conduire à la faillite.

On constate donc que les banques non spécialisées n'ont pas les moyens d'assurer ce type de financement, elles ne jouent la plupart du temps, que le rôle d'intermédiaire entre le client et les établissements spécialisé.

b- Crédit à moyen terme (CMT)

Ces crédits sont destinés à financer les investissements légers tels que les véhicules et les machines, et d'une façon plus générale la plupart des biens d'équipement et moyens de

³ LUC BERNET.R, 2008 : Principe de technique bancaire ; 25ème Edition ; Dunod, Paris, 343p.

production de l'entreprise, sont accordés soit par une banque seule, soit par une banque en concours avec un établissement spécialisé. Leur durée est de 2 à 7 ans, Le banquier accorde des différences allant de six (06) à douze (12) mois, où le client ne paye que les intérêts.

Un financement par crédit à moyen terme ne doit pas couvrir la totalité de l'investissement. Ça va de soi qu'une entreprise qui désire s'équiper doit faire un effort d'autofinancement. Ce concours couvre en général entre 50 % et 75 % du montant TTC de l'investissement.

3- Notion de risque

Pour Mathieu : faire crédit signifie « *Croire en un projet, croire en une personne, croire en un avenir économique qui permettra la réalisation du projet envisagé. Mais croire, c'est précisément risquer de se tromper sur un projet, une personne, une anticipation, voir les trois à la fois* »⁴. Le risque est indissociable du crédit, le risque persiste et devient le principal souci du banquier bailleur de fonds.

A cet effet, et à défaut donc d'un risque nul, le banquier cherchera à le réduire au maximum et le rendre par conséquent plus ou moins inexistant. En effet, le risque relatif au demandeur de crédit se présente sous plusieurs facettes que le banquier devra identifier, cerner, analyser et gérer dans le but de s'en prémunir.

4- Les typologies des risques de crédit

Le métier du banquier est indissociable des risques. Il est censé les connaître, les maîtriser et donc les gérer avec prudence et professionnalisme.

Les risques inhérents aux opérations de crédit peuvent revêtir plusieurs formes :

a- Le risque de non remboursement (ou de contrepartie)

Il s'agit d'un risque inhérent à l'activité de l'intermédiation et qui correspond à la défaillance de la contrepartie sur laquelle une créance ou un engagement est détenu. De ce fait,

⁴ MATHIEU M, 1995 « l'exploitant bancaire et le risque crédit » ED BAQUE EDITEUR, PARIS.

la banque subit une double perte : en capital qui représente la créance non remboursée et en revenu qui constitue les intérêts non perçus.

b- Le risque de change

Le risque de change est lié à des crédits destinés au financement des équipements ou des matières premières importés. Il peut se définir comme « l'éventualité, pour une banque de voir sa rentabilité affectée par une variation défavorable des cours des devises ». Alors, le risque de change provient de l'évolution du cours de la devise par rapport à la monnaie nationale : à une hausse de cours correspond à un profit de change, à une baisse une perte.

Ainsi, la banque aura à régler des fonds supplémentaires surgis de l'évolution du cours de la devise. Le risque de change engendre un problème dans l'estimation des coûts d'une transaction effectuée avec l'étranger, ce qui fausse ainsi le calcul de la rentabilité.

c- Le risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt « *Représente pour un établissement financier, l'éventualité de voir sa rentabilité affectée par les fluctuations des taux d'intérêt. Il peut s'appréhender différemment selon qu'il menace la marge de transformation (les résultats courants) ou la valeur patrimoniale. Mais dans les deux cas, le risque obère les fonds propres*

⁵.

Le risque de taux est la situation où le prêteur ou l'emprunteur est soumis à une variation du taux d'intérêt.

Pour le banquier, en tant que prêteur, le risque de plus ou moins persiste dans les deux cas. Si le taux d'intérêt augmente, le client qui a emprunté aura des frais financiers supplémentaires à supporter, ce qui va diminuer le résultat de son activité et donc la diminution de ses capacités de remboursement, surtout si le client a contracté des emprunts dans d'autres banques.

Dans le deuxième cas, si le taux d'intérêt diminue, cela implique une rémunération moins importante que celle souhaitée par le banquier. Pour y échapper, le banquier anticipe sur l'évolution du marché, leurs emplois à leurs ressources en taux et en durée, mais également en fonction des conditions dont ils sont assortis (taux fixes, taux variables). Le risque de taux est

⁵ DUBERNET M, 2000 « Gestion actif-passif et tarification des services bancaires, ED ECONOMICA, Paris.

un risque omniprésent dans les bilans des banques, car la quasi-totalité de leurs encours engendre des revenus et des charges qui sont à plus ou moins long terme indexé sur des taux de marché. Or les taux de marché sont instables, et cette instabilité se répercute sur le résultat.

d- Le risque juridique

Le risque juridique intervient, lorsque la banque interrompt le concours d'un de ses clients pour des raisons quelconques. Ainsi, le bénéficiaire concerné peut mener une action en justice en réclamant des engagements de la banque, surtout si celui-ci n'a pas prévenu le client de cette interruption. Comme il peut aussi survenir de la confiance qu'inspire le crédit entre le client et ses créanciers qui voient en l'engagement de la banque une assurance de solvabilité.

En cas de défaillance du client, ceux-ci peuvent se retourner contre la banque.

e- Le risque d'immobilisation

L'origine de ce risque est due au non remboursement des échéances à la date prévue par les emprunteurs. De plus, l'acte de transformation des ressources à vue (dépôts) par le banquier en emplois à terme (crédits) génère des risques d'immobilisations des fonds qui mettent la situation de trésorerie en difficulté⁶.

Donc on peut dire que ce risque apparaît à partir de l'incapacité de la banque de transformer sous forme de liquidité son portefeuille de créances en vue d'assurer son équilibre de trésorerie et faire face aux demandes de retraits de fonds de ses déposants et aux demandes de financement de sa clientèle⁷.

Dans ce cas, la banque se retrouve forcée de recourir au marché interbancaire moyennant le paiement d'un intérêt plus fort. Sinon, le recours au découvert de la banque centrale à un taux

⁶ CALVET.H, 2002 : Méthodologie de l'analyse financière des établissements de crédit, 2 ème Edition ; Economica, Paris.121p.

⁷ TAHAR.H. S, 2007 : Les risques de l'entreprise et de la banque, Edition Dahlab, Alger.75p

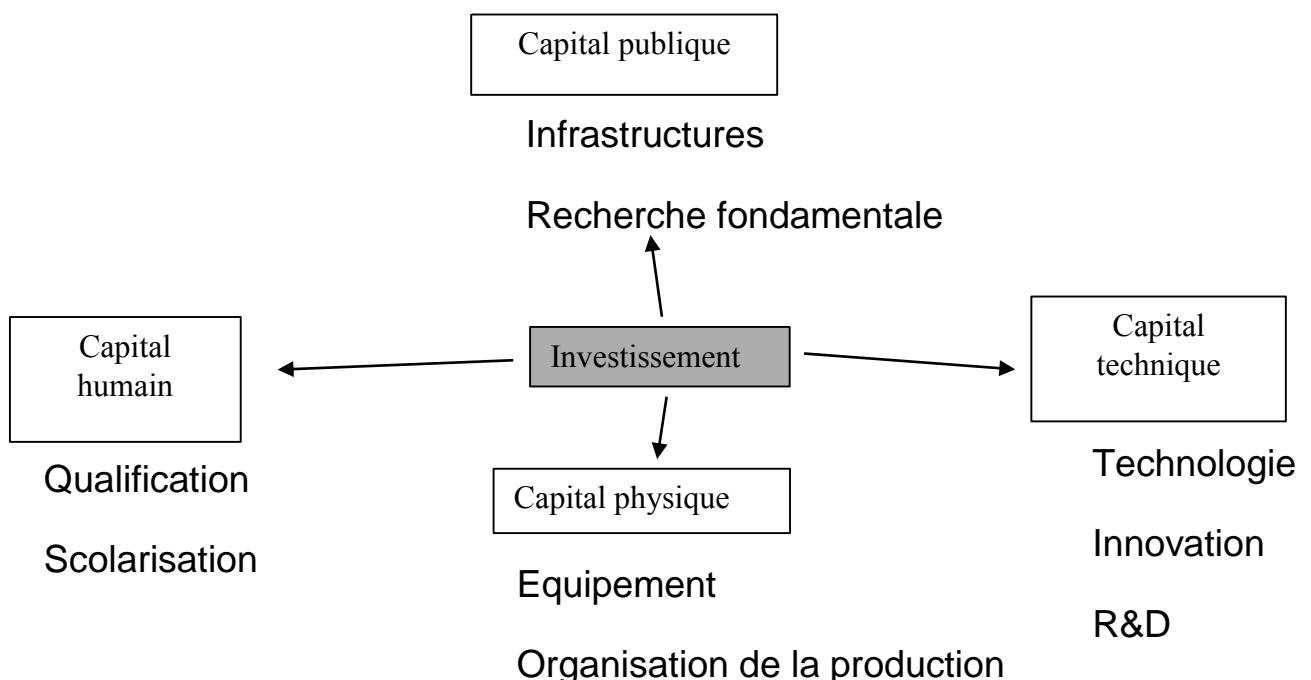
très élevé dit taux d'enfer ; ce qui alourdit le compte de résultat et aggrave la situation de la banque.

Pour maîtriser ce risque, la banque doit adopter une stratégie efficace de collecte des ressources à vue liée à une politique cohérente de distribution des crédits.

5- Importance de l'investissement

L'investissement est l'un des moyens le plus sûr si nous voulons accroître la production. Le seul problème se situe sur l'étude du projet à faire. L'étude de la rentabilité d'un projet est très importante avant de faire le financement. Si le projet est rentable, l'investissement peut donner des résultats satisfaisant et aidant les agents à augmenter sa productivité sans le moindre doute dans le financement.

Figure 2 : l'importance de l'investissement



Source : Guellec D. (1995, p 13)

Pour M. RUDLOFF (1969) « *le crédit est aussi un instrument de la croissance économique car il intervient dans le financement des investissements. L'investissement industriel représente une variable stratégique essentielle de la croissance et du développement,* »

le financement de tels investissements joue rôle de premier plan dans l'économie contemporain ».

III- Croissance économique

1- Définition

La plupart des manuels de théorie économique, d'histoire de la pensée économique et d'histoire des faits économiques, font remonter les origines de la croissance à la première révolution industrielle. Initié en 1776 par la vision optimiste d'Adam Smith (vertus de la division du travail), le thème de la croissance réapparaîtra au XIXe siècle dans les travaux de Malthus, Ricardo et Marx. Il faudra cependant attendre le XXe siècle et les années 50 pour que les modèles théoriques de la croissance connaissent un véritable succès. Les modèles post-keynésiens (Harrod-Domar) et néoclassiques (Solow) ont introduit un véritable débat sur la question de la croissance équilibrée. Depuis les années 70-80, la croissance a connu un nouvel essor sous l'impulsion des théoriciens de la régulation et de la croissance endogène.

« La croissance économique est l'accroissement durable de la production globale d'une économie. C'est donc un phénomène quantitatif que l'on peut mesurer. C'est aussi un phénomène de longue période. En effet, une augmentation brutale et sans lendemain de la production nationale ne correspond pas à la croissance économique. Il ne faut donc pas confondre croissance et expansion, l'expansion caractérisant une augmentation de la production sur une courte période. »⁸

2- Notion de croissance selon P. Salles et J. Wolff

Dans son ouvrage intitulé sur « la croissance et développement », P. Salles et J. Wolff (1996) parle des 4 phénomènes d'une nation en état de croissance qui sont :

a- L'augmentation de la dimension

La croissance est caractérisée par un changement de taille des agrégats macroéconomiques pendant une période donnée. Ce changement de dimension sera mesuré en

⁸ J-Y Capul et O. Garnier, 2011, Dictionnaire d'économie et de sciences sociales, Hatier.

prenant en compte les productions intérieures net ou brute, le revenu national, ainsi que les dépenses nationales, et mesurer en terme réels.

b- Changement structurels

Une croissance de l'année « t » n'est pas la production de la structure de l'année « t-1 ». Si on parle de croissance, il est évident qu'il y avait des changements au niveau des agrégats macroéconomiques, et ces changements sont aussi accompagnés des changements structurels. Donc la croissance est un résultat d'une modification structurelle. La structure ici est définie par F. Perroux (1958) comme « *l'ensemble des proportions et des relations qui la caractérisent à un moment donné* ». Ces modifications peuvent être du côté de production, du prix ainsi que de la demande.

c- Les changements dans les types d'organisation

Un accroissement nécessite aussi un changement d'organisation. Cette organisation permet la bonne gestion des ressources, des facteurs compatibles aux accroissements attendus, donc la réalisation de la croissance économique résulte des modifications sur le domaine d'organisation dans les différents secteurs privés et public de la nation.

d- Les progrès économiques

Les progrès économiques ont été définis par R. Barre comme « *une croissance des ressources disponibles plus que proportionnelle à celle de la population* ». L'amélioration constante de la productivité du travail humaine est l'une des conditions de progrès économique.

Les types de croissance que P. Salles et J. Wolff présente dans son ouvrage sont :

- **La croissance accompagnée de progrès économiques** : elle est caractérisée par une hausse du produit national supérieure à celle de la population
- **La croissance sans progrès** : le taux d'accroissement du produit national est égal à celui de la population
- **La croissance avec regrées** : dans ce cas, le taux d'accroissement réel va en déclinant ; cette situation peut être temporaire ou se poursuivre pendant une longue période.

3- Etape de la croissance selon W. w. ROSTOW

L'étude de Rostow sur la croissance porte sur les différentes étapes qu'une nation doit traverser si elle veut atteindre la croissance économique.

Pour Rostow, la croissance économique se divise en cinq étapes. Nous allons voir un à un ces étapes en donnant les explications les concernant :

a- La société traditionnelle

Pour Rostow, la société traditionnelle est celle dont la structure est déterminée par des fonctions de production limitées, fondées sur la science et la technologie Prénewtoniennes ainsi que sur des attitudes Prénewtoniennes à l'égard du monde physique.

La société traditionnelle ne signifie pas toujours qu'il n'y aura pas de croissance possible mais au contraire, elle peut aussi engendrer de la croissance. Exemple augmentation de la superficie réservée par la production, innovations des techniques spéciales comme les ouvrages d'irrigation, les découvertes et diffusions de nouveaux produits agricoles. Mais en générale, les profits réalisés par la société traditionnelle s'avèrent très faible. Le niveau de vie de la population est basé sur l'agriculture. Il y a de l'industrie mais sans technique, le rendement est faible. Cette étape se caractérise par l'existence du fatalisme, d'un pouvoir politique central.

b- La condition préalable du démarrage

Cette étape est une transition des sociétés traditionnelle vers la société moderne. Elle est caractérisée par l'utilisation des sciences moderne. Au XVIIIème siècle, l'influence de pouvoir s'emparer d'autre pays ont poussés les pays occidentaux à arriver à cette étape. Ces conditions se réunissaient sous l'influence du monde externe. Les progrès économiques comme condition nécessaire à la réalisation d'autre processus qui favorise l'intérêt de la société. Elle est aussi caractérisée par la création des banques, des institutions d'épargne, et augmentation des investissements ainsi que l'apparition des industries avec des technologies modernisées.

c- Démarrage

Une période où la société connaît la croissance régulière. Le démarrage de l'économie est caractérisé par la constitution du capital social et l'introduction du progrès technique dans

la production, développement des industries nouvelles utilisant des capitaux et des mains d'œuvres. L'utilisation de nouvelles techniques ne reste pas seulement sur le secteur agricole et l'industrie mais dans tous les autres domaines.

d- La marche vers la maturité

Dans cette phase, la maturité se caractérise sur la maintient à long terme de la croissance. Une croissance de l'économie régulière. L'étape de maturité est une étape au cours de laquelle l'économie prouve qu'elle est en mesure d'aller au-delà des industries qui l'ont fait démarrer à l'origine.

e- Ère de la consommation de masse

Elle se voit comme une étape où nous produisons des biens de consommation durable et service en grand quantité.

Après la phase de maturité, le premier phénomène que Rostow a observé c'est que les revenues réelles que chaque personne gagne dépassent les revenus qu'ils ont besoin pour satisfaire leurs vitaux. Et le deuxième phénomène c'est l'augmentation des travailleurs compétents et qualifiés, d'ailleurs, ce sont eux qui vont consommer tous les biens produits. Il y a alors une augmentation de la consommation.

4- Indicateur de la croissance économique d'une Nation

Afin d'analyser les indicateurs de croissance, nous allons voir les mesures de la croissance économique ainsi la façon de la calculer⁹

a- Le produit intérieur brut

Le PIB ou Produit Intérieur Brut mesure la richesse créée par un pays en une année, c'est-à-dire qu'il indique la valeur de la production de biens et services d'une nation en une année. C'est un agrégat qui additionne la richesse créée dans le pays par ses agents productifs.

⁹ Cours de sciences économiques et sociales classe de terminale ES

Ainsi, une entreprise produit une richesse au niveau microéconomique et le PIB mesure la richesse créée au niveau macroéconomique par tout le pays.

La mesure de la croissance par l'intermédiaire du PIB dans l'ensemble des pays permet des comparaisons internationales et historiques. Mais le PIB présente d'énormes inconvénients que de nombreux économistes dénoncent ; c'est pour cela que certains proposent d'utiliser d'autres agrégats.

b- Calcul du produit intérieur brut

Le PIB se mesure en additionnant le PIB marchand et le PIB non marchand.

Le PIB marchand se mesure par la somme des valeurs ajoutées. Mais certains produits ne sont pas vendus au cours de l'année de production, ils sont stockés et d'autres sont vendus au cours de l'année étudiée, mais ont été produit une année antérieure, ils sont alors déstockés par les entreprises.

$$\text{PIB marchand} = \Sigma \text{VA} +/\text{- stocks}$$

Au PIB marchand s'ajoute la production non marchande (ou le PIB non marchand).

Elle est fournie à titre gratuit ou quasi gratuit, c'est-à-dire que son prix de vente est inférieur ou égal au coût de production. Le but de la production n'est pas lucratif. La production non marchande prise en compte dans le PIB est celle fournie par les administrations publiques et les associations.

Dans une vision simple, le PIB est la somme des valeurs ajoutées. Une définition plus formelle ajoute d'autres paramètres et devient :

$\text{PIB} = \text{Somme des valeurs ajoutées brutes} + \text{Impôt sur les produits} - \text{Subventions sur les produits.}$

IV- Développement économique

Le développement est une autre notion qui devrait être étudiée avec la croissance car la croissance seulement ne montre pas la véritable situation économique d'une nation.

Les changements apportés par la croissance affectent toute la société entière dont la mesurabilité est faisable au niveau d'une nation.

1- Définition

L'économiste français François Perroux a donné son avis en 1961 sur le développement, « *La combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global* ». Cette définition nous ramène à considérer que le développement est un fait à la fois social et économique, et qu'il a une forte liaison à la croissance économique. Perroux précise ici que le développement ne se fait pas à court terme mais à long terme.

Le programme des nations unies pour le développement ou PNUD a aussi donné une définition du développement comme le fait « *d'élargir l'éventail des possibilités offertes aux hommes* ».

2- Indicateur de développement

Après avoir vue la définition du développement, nous allons proposer quelques indicateurs de développement.

a- Selon le programme des nations unies pour le développement

Le PNUD propose quatre critères pour mesurer le niveau de développement d'un pays

- la productivité qui permet d'enclencher un processus d'accumulation ;
- la justice sociale : les richesses doivent être partagées au profit de tous ;
- la durabilité : les générations futures doivent être prises en compte (dimension à long terme du développement) ;
- le développement doit être engendré par la population elle-même et non par une aide extérieure.

b- L'IDH

L'indicateur de développement humain (IDH) a pour objectif de répondre aux insuffisances du Produit intérieur brut (PIB) par habitant comme indicateur du développement d'un pays. C'est un indicateur qui est composite afin de mieux prendre en compte les différentes dimensions du développement. L'indice de développement humain est calculé depuis 1990 par le « projet des Nations Unies pour le Développement » (PNUD) afin de classer les pays selon leur développement qualitatif et pas uniquement économique. Selon la définition proposer par le PNUD « *L'indicateur de développement humain mesure le niveau moyen auquel se trouve un pays donné selon trois critères essentiels du développement humain : longévité, instruction et conditions de vie.* »

L'IDH est calculé par combinaison de trois autres indicateurs qui sont l'espérance de vie à la naissance, et l'accès à l'éducation. L'accès à l'éducation est mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes¹⁰ et par le taux combiné de scolarisation dans le primaire, le secondaire et le supérieur.

L'ONU calcule l'IDH avec un délai d'environ deux ans pour 177 pays. Au classement communiqué en 2005 avec les données de 2003, la France arrive en 16ème position avec 0,938, juste derrière le Royaume-Uni et devant l'Italie et l'Allemagne. Le trio de tête est constitué de la Norvège (0,963) de l'Islande et de l'Australie. Les Etats-Unis (0,944) et le Japon (0,943) sont respectivement 10^{ème} et 11^{ème}. Les pays au plus faible indice se trouvent en Afrique noire (Tchad, Mali, Burkina Faso, Sierra Leone, Niger) avec un indice aux alentours de 0,3. Pour Madagascar, l'IDH est de 0,49.

¹⁰ Taux d'alphabétisation des adultes : Pourcentage des personnes âgées de 15 ans et plus sachant écrire et comprendre aisément un texte court et simple traitant de la vie quotidienne.

Chapitre 2 : Méthodologie de recherche

I- Techniques et méthodes

Notre devoir de recherche nécessite des techniques et des méthodes bien élaborées pour donner des résultats le plus objectifs possible et plus raisonnables.

Ce chapitre est consacré à la mise en évidence des méthodes de collectes de données et traitement de ces derniers. Ces données vont nous permettre d'analyser et de travailler dans le but de vérifier l'hypothèse ainsi que de répondre à la problématique.

Selon Grawitz (1979), « *une technique représente des procédés opératoires, rigoureuses bien définis, transmissibles, susceptibles d'être appliqués à nouveau dans les mêmes conditions adaptées au genre de problème et de phénomène en cause qui utilise toute recherche ou application de caractère scientifique en sciences sociales, dans les sciences en général* ».

Pour la collecte de donnée, nous avons utilisé la technique de documentation.

Cette technique, nous l'avons utilisée tout en consultant les ouvrages de base en économie, les rapports scientifiques, les revues scientifiques, les notes des professeurs, les mémoires, les sites internet en rapport avec notre sujet.

Sur la base de cette technique, nous avons pu assiéger une explicitation sur les mots sensés d'importance capital de notre sujet et élaboré le cadre théorique dans lequel se trouve certains concepts nouveaux permettant de clarifier notre sujet de recherche.

Les lectures sur des ouvrages économiques pendant le parcours en première année et deuxième année ainsi que les cours magistraux et tous les documents relatifs à l'économie nous ont permis de réaliser cette recherche.

Pendant notre recherche, nous avons consulté d'abord les documents concernant la définition de tous les concepts que nous avons besoin et après les documents constitués par des données en chiffre de quelques agrégats sur le cas de Madagascar. Après la lecture, nous avons utilisé un bloc note pour le résumé de chaque document que nous avons lu. Les résumés nous

ont permis de tirer les informations nécessaires à notre recherche et de porter une idée claire dans notre devoir.

La technique d'interview nous a aidés à comprendre les avis personnels de quelques citoyens malagasy. Avant de procéder à l'interview nous avons préparé quelques questions relatives à notre thème et après, nous avons pris des échantillons à l'aveuglette. Toutes les réponses ont étées prises sur un carnet et ont été traités puis enregistrés dans un ordinateur.

Pour le traitement des données, nous avons utilisé trois méthodes qui sont :

La méthode analytique, consiste à interpréter et à faire des analyses des données recueillies. Elle nous a facilité à faire des interprétations sur les données et informations recueillies au cours de différentes années durant notre travail.

La méthode comparative, elle nous a permis de savoir les éléments de ressemblance et de dissemblance entre les faits à comparer.

Cette méthode nous a aidés à faire la comparaison entre les différents secteurs de Madagascar avec d'autre pays Africain ainsi que les PIB du pays sur plusieurs années et les parts du secteur d'activité de Madagascar.

II- Outils d'analyse

Le tableau de calcul Excel 2016 ainsi que les formules économétriques que nous avons étudiées en L3 nous ont permis de vérifier un modèle que nous avons proposé afin de vérifier notre hypothèse à partir des données statistiques de la banque mondiale sur le cas de Madagascar.

PARTIE 2 : Résultats

Le secteur bancaire joue un rôle majeur dans la croissance économique des pays en développement. Et c'est même la nature de leur existence. Cependant, selon la situation à Madagascar, la présence du système bancaire n'a pas beaucoup d'impact sur la vie des Malagasy. De nombreuses banques existent à Madagascar, mais jusqu'à présent, Madagascar est toujours classé parmi les plus pauvres du monde. Pourquoi ? Quel est le rôle de la banque à Madagascar alors ? Pourquoi les résultats obtenus dans les autres pays sont différents à celui de Madagascar ?

Chapitre 1 : Résultat

I- La situation économique de Madagascar¹¹

L'économie de Madagascar est constituée par trois secteurs d'activités. Le secteur primaire, le secteur secondaire et le secteur tertiaire.

Le secteur primaire utilise 80% des malagasy. 86% des emplois sont issus de ce secteur. 60% des jeunes sont impliqués à l'agriculture. La valeur ajoutée de ce secteur représente cependant environ 27% du PIB. Le secteur secondaire comme le secteur primaire présente beaucoup d'avantage pour un pays. Le secteur secondaire contribue environ 13% du PIB de Madagascar et emplois 9% de la population active. Et enfin le secteur tertiaire qui représente 60% du PIB à Madagascar mais n'utilise que 11% de la population active.

Dans le secteur primaire, Il est toujours très difficile pour les agriculteurs des zones rurales d'obtenir des fonds dans notre institution financière. Selon notre enquête, les agriculteurs malgaches qui peuvent bénéficier de ces services sont juste 3 à 5% des agriculteurs Malagasy.

Le secteur secondaire et la banque sont complémentaires. Car la banque fournit le type de financement nécessaire à l'entreprise et l'entreprise verse le taux d'intérêt. Plusieurs facteurs sont souvent pointés du doigt comme étant un obstacle à l'obtention d'un crédit de financement.

¹¹ Données de l'INSTAT

Pour y faire face, le secteur privé souhaite la mise en place d'un fonds de financement. L'accès au financement reste un grand défi pour les entreprises. Un manque qui pousse certaines sociétés à mettre la clé sous la porte, et les projets demeurent dans le marbre. C'est la raison pour laquelle le secteur privé voudrait qu'un fonds soit mis en place afin de financer le développement des entreprises.

Le secteur tertiaire est un secteur potentiel pour le pays puisqu'il occupe la plus grande place dans la contribution au PIB. Dans ce secteur, les banques contribuent par exemple à l'amélioration des sites touristiques, crédit pour la réalisation d'un voyage, ainsi que les crédits aux commerçants.

II- Crédit intérieur fourni par le secteur financier

Voici un tableau montrant la part du PIB provenant du crédit intérieur fourni par le secteur financier de Madagascar entre l'année 2009 et 2017 :

Tableau 1 Crédit intérieur fourni par le secteur financier (% du PIB)

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
crédit	11.945	10.651	12.25	13.481	16.341	17.284	18.765	18.778	18.977

Source : Banque mondiale

Entre 2009 et 2010, la part du PIB financier par le crédit intérieur fourni par le secteur financier est descendue de 11.945 à 10.65% puis elle s'est remontée jusqu'en 2017.

D'après cette courbe, les institutions financières offraient plus de crédit en 2017 qu'en 2009 et 2010.

La variation du crédit intérieur dépend en fait de la décision entre ce qui offre et ce qui reçoit le crédit.

Les traitements de dossier par les institutions financières ou le climat des affaires sont souvent accusés comme étant un écueil pour l'obtention d'un crédit de financement. De son évolution. « *3 093 milliards d'Ariary de crédits ont été octroyés en 2014* ». La viabilité et la faisabilité du projet sont les deux critères imposés par les institutions financières avant

d'apporter un coup de pouce au porteur de projet. Selon une personne que nous avons questionnée, « *Il est possible d'être bien accueilli en agence et franchir toutes les étapes avec succès, et se retrouver refusé à la dernière* ». Pour démarrer son projet, celui-ci s'est tourné vers un fond d'investissement. « *Il n'y a pas eu question de garantie* », confie-t-il.

III- Prêt non productifs par rapport au total des prêts bruts

Tous les prêts dans un pays peuvent être considérés comme un avantage ou un désavantage pour la croissance de l'économie d'un pays. Tous les crédits destinés à la production sont considérés comme favorable pour l'économie. Ce tableau montre les prêts non productifs par rapport au total des prêts bruts (%) pour Madagascar :

Tableau 2 Prêt non productif par rapport au total des prêts bruts (%)

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
crédit	8.104	9.621	10.694	11.126	11.626	10.12	9.007	8.364	7.276

Source : banque mondiale

Ce tableau montre une augmentation du prêt non productif en 2009 (8.104%) jusqu'à 2013 (11.626%) puis il a diminué jusqu'en 2017 (7.276%).

Entre l'année 2009 et 2013, Madagascar était en période de transition. Cette période est surtout caractérisée par l'instabilité politique et peut être que cela a influencé l'utilisation des crédits à Madagascar.

Mais nous constatons aussi que même si la stabilité politique a été revenue en 2014 après une élection présidentielle, les prêts non productifs étaient au minimum (7.276%).

Une des raisons de ce phénomène est la méconnaissance de la population malagasy de l'importance d'un projet d'investissement financier par crédit bancaires. La plupart des Malagasy l'utilise pour des achats destinés à satisfaire les besoins quotidiennes ainsi que pour les plaisirs.

Chapitre 2 : Analyse des données

I- Données

1- Variation du PIB de Madagascar

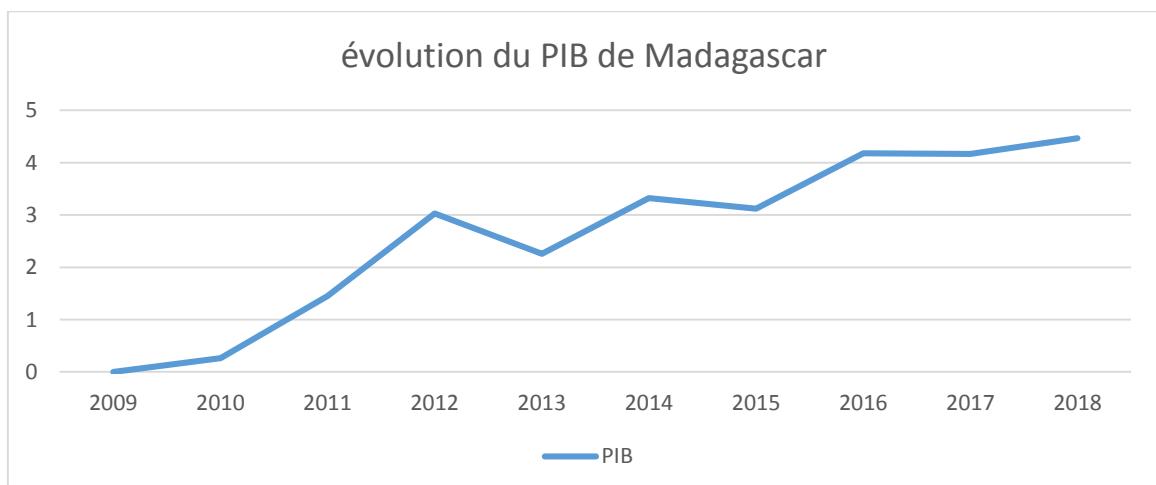
Nous avons ici les données sur la variation du PIB de Madagascar pendant l'année 2009 à 2018, présenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3 variation du PIB de Madagascar

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Valeurs	-4.01	0.26	1.45	3.03	2.26	3.32	3.12	4.18	4.17	4.47

Source : human development reports (2018)

Figure 3 : évolution du PIB de Madagascar



Source : Banque Mondiale (2018)

2- Variation de la formation brute de capital fixe à Madagascar

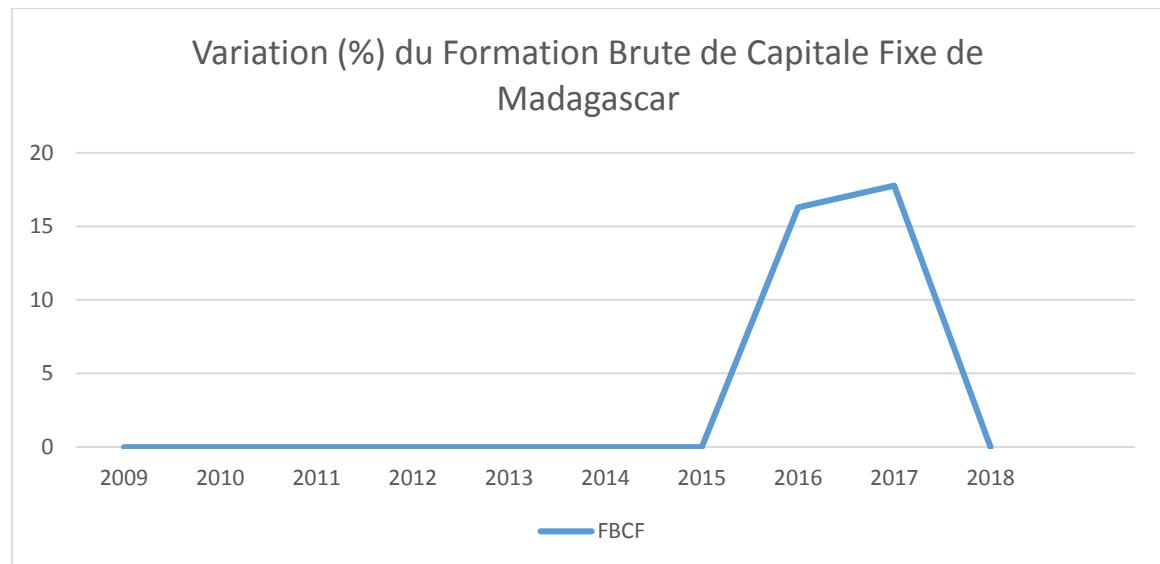
Nous avons aussi des données sur la formation brute de capitale fixe.

Tableau 4 Variation de la FBCF de Madagascar

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
valeurs	2972466802	1813635501	1742026645	1742003630	1681493628	1662901444	1272283873	1479453147	1742279834	1497200154

Source : human development reports (2018)

Figure 4 : formation brute de capitale fixe de Madagascar



Source : Banque mondiale (2018)

3- Les valeurs de l'indicateur de développement de Madagascar

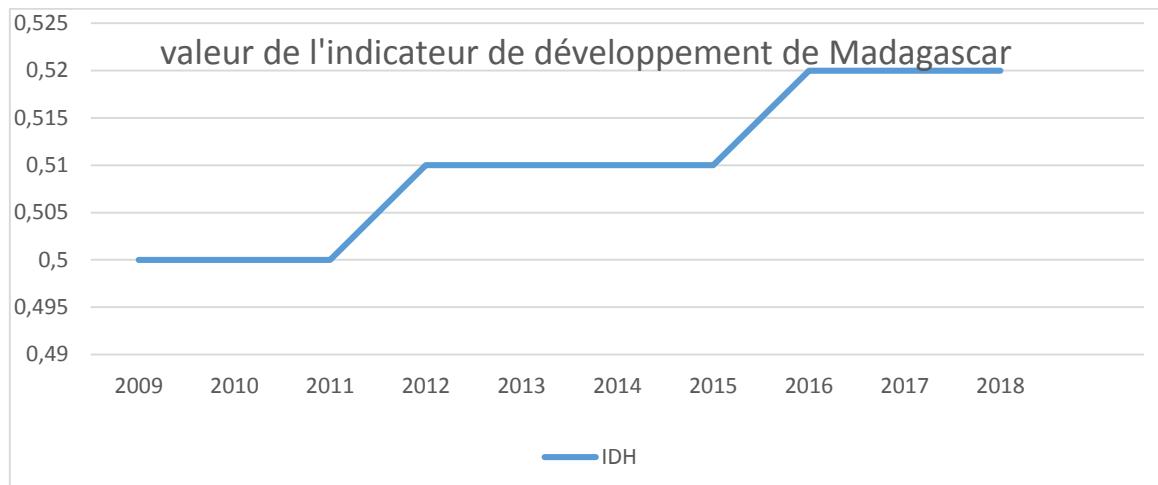
Maintenant, regardons les évolutions de l'IDH pendant l'année 2009 jusqu'en 2018

Tableau 5 IDH de Madagascar

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
valeurs	0.5	0.5	0.5	0.51	0.51	0.51	0.51	0.52	0.52	0.52

Source : Human development reports (2018)

Figure 5 : évolution de l'IDH de Madagascar



Source : Banque Mondiale (2018)

II- Analyse des données par les formules économétriques

Pour la vérification de notre hypothèse, nous allons poser deux modèles :

Le premier modèle est une équation linéaire qui exprime le produit intérieur brut en fonction de l'investissement à Madagascar

Le deuxième modèle est une équation linéaire qui exprime l'indicateur de développement humain en fonction du PIB.

Les données que nous utilisons ici sont des données fournies par la banque mondiale.

III- Vérification de la première hypothèse

Notre première hypothèse s'intitule la croissance de Madagascar noté ici (PIB) et les investissements bancaires à Madagascar noté (i). Notre variable endogène est le PIB et la variable exogène est I.

A propos des données, nous avons utilisé la valeur du PIB base 2009 et la valeur de l'investissement.

Nous avons fait dix observations sur le cas de Madagascar entre l'année 2009 et 2018

Notre premier modèle s'écrit donc comme suit : $\text{PIB} = F(i)$

L'utilisation du logiciel STATA 12 nous permet de vérifier notre hypothèse à travers la vérification du modèle.

1- Les statistiques descriptives

Tableau 6 statistiques descriptives (*pib, i*)

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
pib	10	2.225	2.552373	-4.01	4.47
i	10	1.76e+09	4.56e+08	1.27e+09	2.97e+09

Source : Stata 12

Le tableau des statistiques descriptives montre ici que :

- Le PIB max est 4.47 et le PIB min -4.01. La valeur moyenne du PIB est 2,225
 - Le maximum de la variation de l'investissement est 2.97e+09 et le minimum 1.27e+09.
- La valeur moyenne de l'investissement est 1.76e+09.

2- Matrice de corrélation

Tableau 7 matrice de corrélation entre *pib* et *i*

	pib	i
pib	1.0000	
i	-0.8950	1.0000

Source : Stata 12

Cette matrice montre une corrélation négative -0.8950 entre la variable endogène (*pib*) et la variable exogène (*i*).

3- Estimation des paramètres par la méthode des moindres carrés

Tableau 8 estimation des paramètres par la méthode des moindres carrées

Source	SS	df	MS	Number of obs	=	10
Model	46.9633594	1	46.9633594	F(1, 8)	=	32.20
Residual	11.6680917	8	1.45851146	Prob > F	=	0.0005
Total	58.6314511	9	6.51460568	R-squared	=	0.8010
				Adj R-squared	=	0.7761
				Root MSE	=	1.2077

pib	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]
i	-5.00e-09	8.82e-10	-5.67	0.000	-7.04e-09 -2.97e-09
_cons	11.03584	1.598995	6.90	0.000	7.34855 14.72313

Source : Stata 12

D'après ce tableau, notre équation devient :

$$\text{PIB} = -5.00\text{e-}09 * i + 11.03584$$

Ici, on a un paramètre $\alpha = -5.00\text{e-}09$ négatif. Cela signifie que l'augmentation des investissements diminue la valeur du PIB.

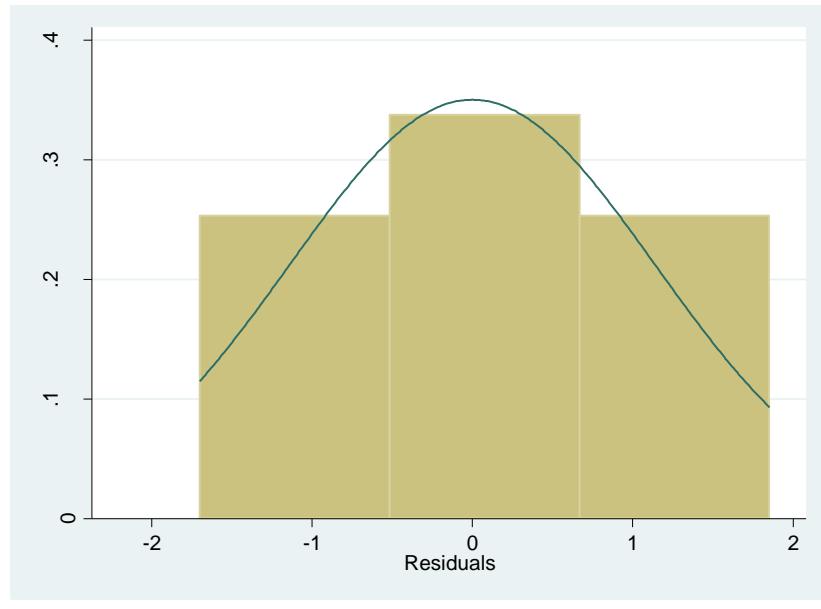
En outre, si nous regardons le coefficient de détermination présenté ici par R-squared = 0.8010 et le coefficient de détermination ajusté Adj R-squared = 0.7761, ils sont tous les deux proche de 1 donc cela signifie que nous avons une bonne qualité de régression.

Les paramètres sont globalement significatifs puisque Fischer calculé à partir de coefficient de détermination (32.20) est supérieur au Fisher dans la table statistique au seuil de 5% (5.32).

Le variable explicative i influence donc significativement la variable endogène pib.

4- Test de normalité des résidus

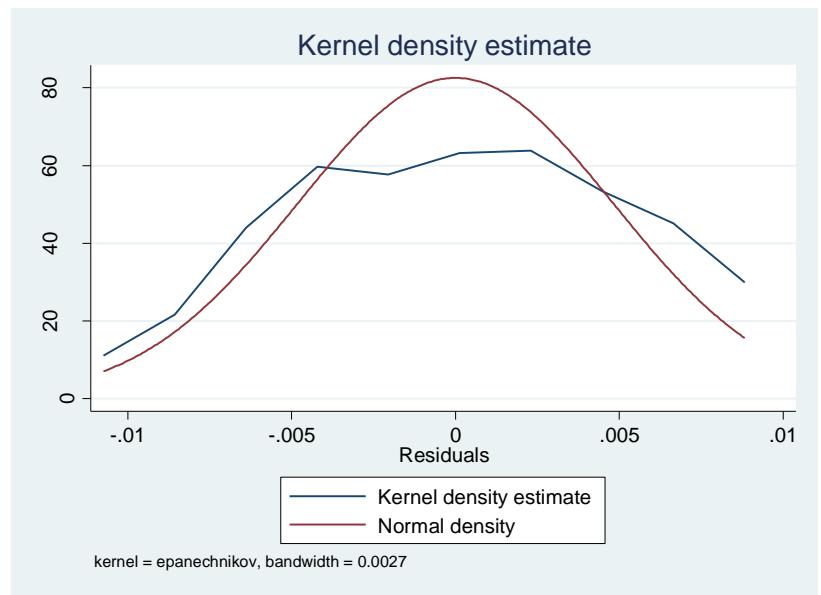
Figure 6 : test de normalité des résidus



Source : Stata 12

Nous avons ici un histogramme et une courbe qui évoque la normalité de l'erreur.

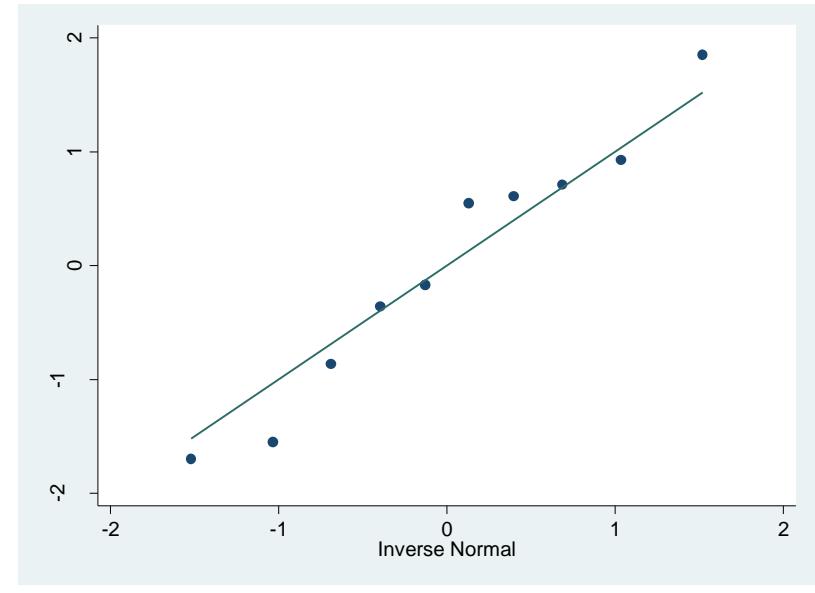
Figure 7 Kernel density estimate



Source : Stata 12

La courbe de Kemel density estimate montre qu'il est proche d'une forme de cloche donc la distribution est normale.

Figure 8 : Nuage de points 1



Source : Stata 12

Le nuage de points représente les quantiles de la distribution des erreurs. Il est avoisiné autour de la droite représentative des quantiles théoriques de la loi normale. Ce test indique que les erreurs sont distribuées suivant une loi normale. D'après ce graphique, le modèle est homoscédastique.

5- Test de Shapiro-Wilk

Tableau 9 test de shapiro-wilk

Shapiro-Wilk W test for normal data					
Variable	Obs	W	V	z	Prob>z
error	10	0.95546	0.686	-0.622	0.73311

Source : Stata 12

L'hypothèse de la normalité des erreurs est acceptée car $\text{Prob} > z = 0,73311 > 5\%$.

6- Test de shapiro francia

Tableau 10 test de shapiro francia

Shapiro-Francia W' test for normal data					
Variable	Obs	W'	V'	z	Prob>z
error	10	0.96355	0.610	-0.859	0.80489

Source : Stata 12

L'hypothèse de la normalité des erreurs est acceptée car $\text{Prob} > z = 0,80489 > 5\%$.

7- Test de Skewness/Kurtosis

Tableau 11 test de skewness/Kurtosis

Skewness/Kurtosis tests for Normality						joint
Variable	Obs	Pr(Skewness)	Pr(Kurtosis)	adj	chi2(2)	Prob>chi2
error	10	0.8407	0.6370		0.26	0.8767

Source : Stata 12

Le test de Skewness/Kurtosis montre que leurs p-value sont supérieures à 0.05. Donc, nous pouvons affirmer que l'hypothèse de la normalité des résidus est acceptée.

8- Test d'homoscédasité des résidus

Breusch-Pagan / Cook-Weisberg test for heteroskedasticity

Ho: Constant variance

Variables: error

```
chi2(1)      =      0.06
Prob > chi2  =  0.8016
```

L'hypothèse H_0 est acceptée (**Prob > chi2 = 0,8016 > 5%**)

Szroeter's test for homoskedasticity

```
Ho: variance constant  
Ha: variance monotonic in error  
  
chi2(1)      =      0.04  
Prob > chi2  =  0.8388
```

L'hypothèse H_0 est acceptée (**Prob > chi2 = 0,8388 > 5%**)

Le test de Breusch-Pagan/Cook-Weisberg et Szroeter's test confirme l'homoscédasticité de l'erreur.

IV- Vérification de la deuxième hypothèse

La deuxième hypothèse s'intitule sur la relation entre la croissance et le développement de Madagascar.

Nous avons alors comme modèle : IDH = F(PIB)

1- Les statistiques descriptives

Tableau 12 statistiques descriptives

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
idh	10	.51	.008165	.5	.52
pib	10	2.225	2.552373	-4.01	4.47

Source : Stata 12

Le tableau des statistiques descriptives montre ici que :

- L'IDH max est 0.52 et l'IDH min est 0.5. La valeur moyenne de l'IDH est 0.51
- Le maximum pib est 4.47 et le minimum -4.01. La valeur moyenne du PIB est 2.225.

2- Matrice de corrélation

Tableau 13 Matrice de corrélation

	idh	pib
idh	1.0000	
pib	0.8061	1.0000

Source : Stata 12

Cette matrice montre une corrélation positive 0.8061 entre la variable endogène (idh) et la variable exogène (pib).

3- Estimation des paramètres par la méthode des moindres carrées

Tableau 14 estimation des paramètres par la méthode des moindres carrées

Source	SS	df	MS	Number of obs = 10
Model	.000389917	1	.000389917	F(1, 8) = 14.85
Residual	.000210082	8	.00002626	Prob > F = 0.0049
Total	.000599999	9	.000066667	R-squared = 0.6499
				Adj R-squared = 0.6061
				Root MSE = .00512

	idh	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]
	pib	.0025788	.0006692	3.85	0.005	.0010355 .0041221
	_cons	.5042621	.0022008	229.13	0.000	.4991872 .5093371

Source : Stata 12

D'après ce tableau, notre équation devient :

$$IDH = 0.0025788 * pib + 0.5042621$$

Ici, on a un paramètre $\alpha = 0.0025788$ positif. Cela signifie que l'augmentation du pib implique une augmentation de l'IDH.

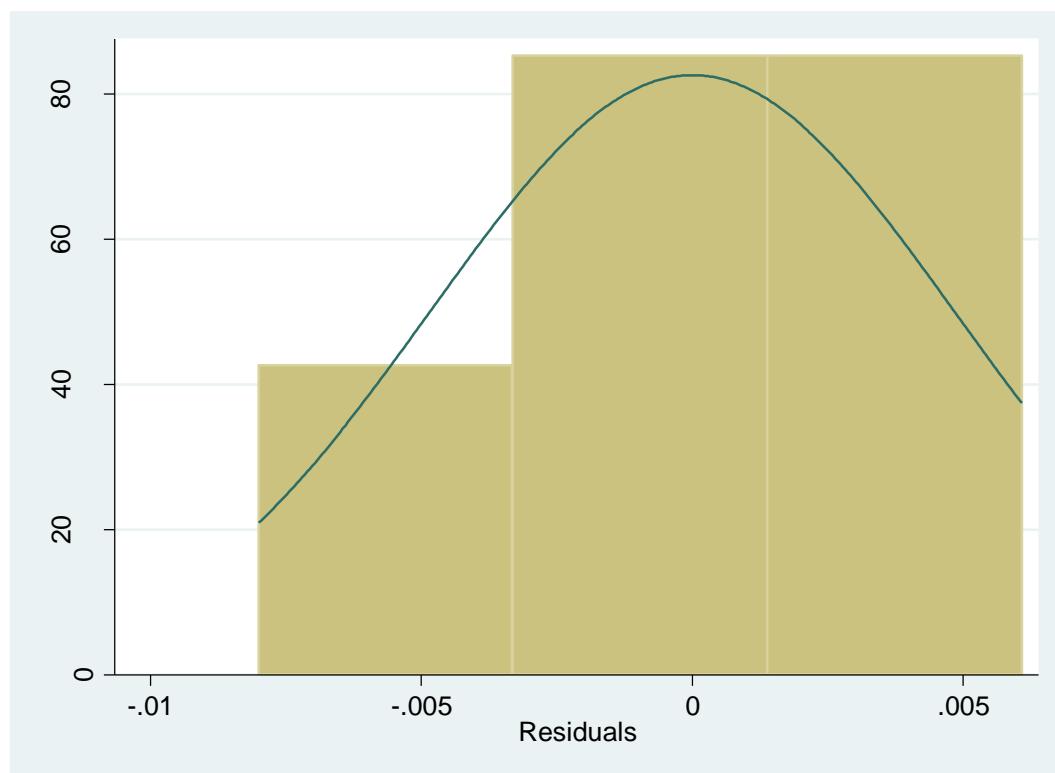
Par ailleurs, si nous regardons le coefficient de détermination présentée ici par R-squared = 0.6499 et le coefficient de détermination ajusté Adj R-squared = 0.6061, ils sont tous les deux proche de 1 donc cela signifie que nous avons une bonne qualité de régression.

Les paramètres sont globalement significatifs puisque Fischer calculé à partir de coefficient de détermination (14.85) est supérieur au Fisher dans le table statistique (5.32) au seuil de 5%.

Le variable explicative pib influence donc significativement la variable endogène idh.

4- Test de normalité des résidus

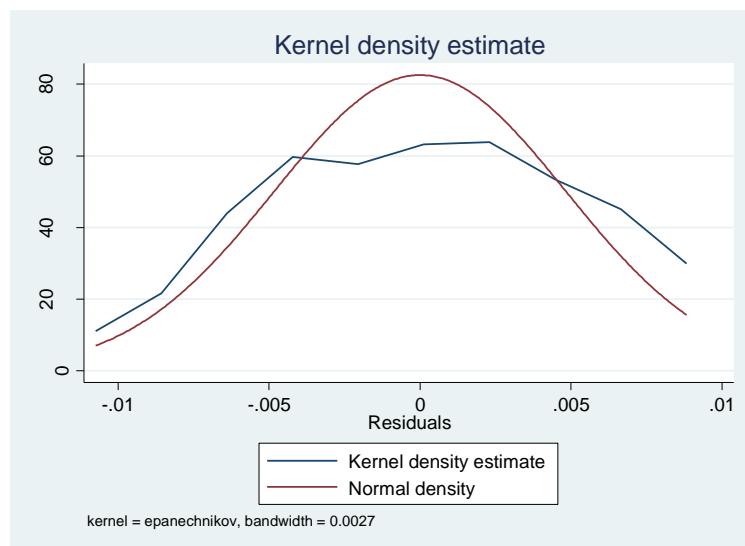
Figure 9 : Test de normalité des résidus



Source : Stata 12

Comme dans la relation PIB i, Nous avons un histogramme et une courbe qui évoque la normalité de l'erreur.

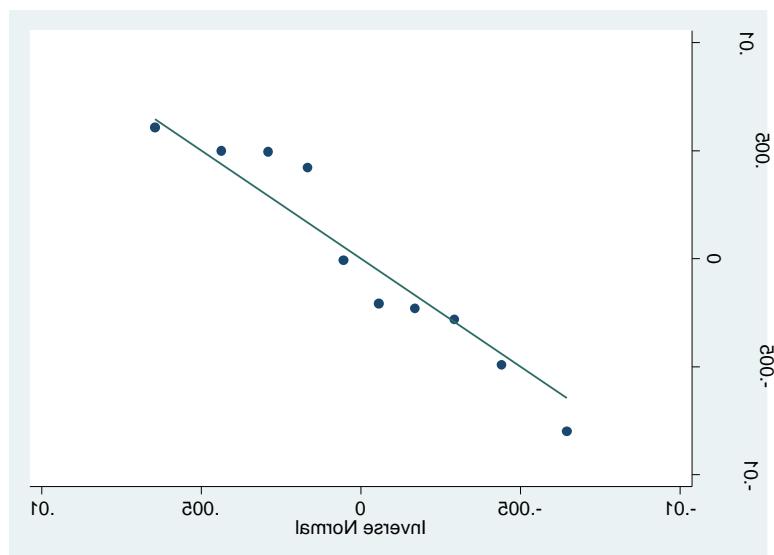
Figure 10 Kernel density estimate



Source : Stata 12

La courbe de Kemel density estimate montre ici qu'il est proche d'une forme de cloche donc la distribution est normale.

Figure 11 : Nuage de points 2



Source : Stata 12

Le nuage de points représente les quantiles de la distribution des erreurs. Il est avoisiné autour de la droite représentative des quantiles théoriques de la loi normale. Ce test indique que les erreurs sont distribuées suivant une loi normale. D'après ce graphique, le modèle est homoscédastique.

5- Test de shapiro-Wilk

Tableau 15 test de shapiro-wilk

Shapiro-Wilk W test for normal data					
Variable	Obs	W	V	z	Prob>z
error	10	0.91818	1.261	0.407	0.34200

Source : Stata 12

L'hypothèse de la normalité des erreurs est acceptée car $\text{Prob} > z = 0,34200 > 5\%$.

6- Test de Shapiro Francia

Tableau 16 test de Shapiro Francia

Shapiro-Francia W' test for normal data					
Variable	Obs	W'	V'	z	Prob>z
error	10	0.93289	1.123	0.202	0.41996

Source : Stata 12

L'hypothèse de la normalité des erreurs est acceptée car $\text{Prob} > z = 0,41996 > 5\%$

7- Test de Skewness/Kurtosis

Tableau 17 Skewness/Kurtosis

Variable	Obs	Skewness/Kurtosis tests for Normality			joint	
		Pr(Skewness)	Pr(Kurtosis)	adj chi2(2)	Prob>chi2	
error	10	0.8077	0.2907	1.33	0.5132	

Source : Stata 12

8- Test d'homoscédasité des résidus

```
Breusch-Pagan / Cook-Weisberg test for heter  
> oskedasticity  
      Ho: Constant variance  
      Variables: error  
  
      chi2(1)      =      0.09  
      Prob > chi2  =  0.7609
```

L'hypothèse H_0 est acceptée ($\text{Prob} > \text{chi2} = 0,7609 > 5\%$)

```
Szroeter's test for homoskedasticity  
  
      Ho: variance constant  
      Ha: variance monotonic in error  
  
      chi2(1)      =      0.05  
      Prob > chi2  =  0.8182
```

L'hypothèse H_0 est acceptée ($\text{Prob} > \text{chi2} = 0,8388 > 5\%$)

Le test de Breusch-Pagan/Cook-Weisberg et Szroeter's test confirme l'homoscédasticité de l'erreur.

PARTIE 3 : Discussion

I- Interprétation du résultat

Selon les données sur le PIB, l'IDH, et l'Investissement, nous avons présenté deux modèles pour la vérification de notre hypothèse. L'utilisation du logiciel STATA 12 nous a aidé à manipuler toutes les données facilement en guise de vérification de la validité du modèle que nous avons proposé.

Pour la vérification de la première hypothèse, nous avons exprimé le PIB en fonction de l'investissement. Nous avons eu comme équation $\text{PIB} = -5.00\text{e-}09 * i + 11.03584$.

Le calcul du coefficient de détermination et le coefficient de détermination ajusté (0.8010), (0.7761) ainsi que la significativité globale du modèle (i influence significativement PIB) et la normalité et l'homoscédasticité de l'erreur affirme la validité de notre modèle.

D'après ce modèle, les données sur le PIB et l'Investissement ne vérifient pas la première hypothèse. En fait, nous avons un paramètre négatif devant l'investissement (-5.00e-09), c'est-à-dire l'augmentation de l'investissement diminue le PIB. Cela s'explique peut-être par l'existence des prêts non productifs ainsi que l'insécurité et d'autres paramètres qui peuvent nuire à l'augmentation du PIB.

Selon notre deuxième hypothèse, la croissance a un impact positif sur le développement du pays. En fait cette hypothèse est vérifiée puisque nous avons ici un modèle $\text{IDH} = 0.0025788 * \text{PIB} + 0.5042621$. Le paramètre 0.0025788 signifie que si le PIB augmente alors l'IDH augmente. D'ailleurs, ce modèle a été validé par le calcul du coefficient de détermination, le coefficient de détermination ajusté, la significativité globale des paramètres, la normalité et l'homoscédasticité de l'erreur.

II-Problème rencontré¹²

Sur une étude de la relation entre banque et les Malagasy, le taux de bancarisation à Madagascar est de 5%. Parmi ses populations bancarisées, nous pouvons donner un classement des établissements les plus connus :

1. BOA : 41%
2. SGM : 35%
3. Accès Banque : 18%
4. BNI: 13%
5. Microcred: 3%
6. BMOI: 2%
7. MCB: 2%
8. SIPEM: 1%
9. BM Madagascar: 0,23%
10. BGFIBank : 0,23%
11. SBM Madagascar : 0,23%

Une des raisons de ce phénomène est la méconnaissance de la population malagasy de l'utilité des services bancaires. La perception du coût qu'engendrerait un compte en banque

¹² Les Malgaches et leurs banques : plongée dans un monde très peu connu par Andriatiana Rakotomanga « Sondage et statistique Madagascar »

freine certain agent économique de participer à l'activité des banques. 32% des agents non bancaire pensent que les coûts des services bancaires sont chers.

C'est normal que le taux de bancarisation à la ville soit plus élevé que dans d'autre région car les opérateurs s'y sont regroupés et les infrastructures y sont sécurisées ainsi que les moyens de communication sont fiables.

Néanmoins, 39% de bancarisés en ville de Madagascar reste très faible en comparant avec d'autre pays comme le Maroc qui a un taux de bancarisation urbain 45% en 2017. Et en France, la possession d'un compte bancaire est un droit et son taux de bancarisation est de 99%.

III- Une institution propre au Malagasy

En ce moment, certains agriculteurs ont eu des idées pour créer une petite caisse pour eux. A titre d'exemple, l'association Manaovasoa d'Ambatolahy Sahanivotry a créé une caisse communautaire pour assurer le besoin de chaque membre de ses activités quotidiennes. En versant chacun 1 000 Ariary par semaine dans cette caisse commune et ce, depuis au moins deux ans, ils sont parvenus à financer les projets personnels de chaque membre qui peut faire un prêt au sein de l'association pour l'extension de son projet d'agriculture par exemple comme acquérir des matériels agricoles. Le montant du prêt ne doit toutefois pas dépasser trois fois le montant de la cotisation versée par l'exploitant depuis son adhésion à l'association. Le prêt doit être remboursé en trois mois avec un taux d'intérêt de 3% par mois. Au vu de l'efficience de cette stratégie, les membres ont essayé de faire valoir une filière qui ne leur est pas inconnue, l'élevage d'Akoho Gasy qui se présente aussi comme un énorme potentiel pour Madagascar. Grâce aux fonds réunis au sein de la caisse communautaire, chaque producteur a pu améliorer ses activités tout en exploitant les ressources disponibles localement.

CONCLUSION

La décision d'investir naît de la nécessité ou de l'intérêt à réaliser un ou plusieurs projets rentables, ce qui engendrera l'augmentation de la productivité tout en utilisant les compétences techniques et stratégiques du domaine. Les activités bancaires donnent plusieurs opportunités dans ce domaine, si nous les considérons comme facteurs clé de la croissance et du développement appliquant et impliquant tous le savoir-faire à la réalisation d'une croissance à long terme mais non juste comme un outil pour satisfaire les besoins du moment.

La plupart des Malagasy ne sont pas convaincues des avantages procurés par ce secteur, peut-être justement à cause de leur situation financière mais aussi des facteurs socio-culturels du pays. Notons que 77,8% des malagasy vivaient sous le seuil de pauvreté. Mais ce qui est évident, toujours dans notre recherche, c'est que d'une part, la banque n'a pas d'impact tangible par rapport à la mentalité malagasy et d'autre part dans l'amélioration de la psychologie et social du Malagasy. Comme nous l'avons dit, le Malagasy a ses propres cultures et les banques ne font pas partie de la culture malagasy. Le problème de notre pays c'est que le système bancaire n'est pas compatible à la culture traditionnelle malagasy. Il faudrait donc balancer le système bancaire d'aujourd'hui au savoir-faire issu de la culture de la population malagasy. Dans notre analyse, nous avons pu constater que la Plupart des pays phares tel que la Chine le Vietnam, Le Qatar ou le Japon, le développement se fait en fonction des phénomènes socio-culturelle de leurs pays. En regardant le cas de Madagascar, nous avons notre propre système de développement par rapport à notre culture comme exemple le « Tsena d'Andrianampoinimerina ». Et nous savons tous que Madagascar regorge des richesses inestimables tant que minière que touristiques pour ne pas en citer d'autres. Il faudrait juste sortir du système bancaire international et pourquoi ne pas le changer à un système bancaire propre à Madagascar et au Malagasy.

BIBLIOGRAPHIE

Articles

- Bejaia Graham TOWERS (2015) : l'argent est créé par les banques- témoignage de l'Université Abderrahmane Mira.
- Rapport de Patrick Artus, jean-Paul Betbèza, Christian de Boissieu et Gunther Capelle-Blancard en 04 septembre 2008 sur la crise des subprimes.

Mémoires et thèses

- Achour Nihel et Hammoudi Samia (2017), Le financement bancaire des investissements
- Agossou Jacques GANSINHOUNDE (2007), Université Polytechnique du Bénin - Master Banque-Finance, les déterminants de la faible bancarisation dans l'UEMOA.
- Stéphanie Habay Université catholique de Louvain (2014-2015), le risque systémique, sa prévention et sa régulation.
- Vola Marielle RAJAONARISON (2004), Université Paul Cézanne- Aix Marseille 3 - DEA finances publiques et Fiscalité, politique fiscale et investissement : le cas de Madagascar

Ouvrage

- ABDELIALIL.N. (2002) : Evaluation et financement des investissements de l'entreprise. Casablanca, Edit consulting, 15p.
- BARRE, R. et TEULON, F. (1997) : économie politique, Tome 2, 11e édition, Puff, Paris.
- CALVET.H (2002) : Méthodologie de l'analyse financière des établissements de crédit, 2 ème Edition ; Economica,Paris .121p.
- CAUDAMINE, G. et MONTIER, J. (1998) : Banques et marchés financiers, édition Economica..
- DUBERNET M (2000) « Gestion actif-passif et tarification des services bancaires, ED ECONOMICA, Paris.
- GRAWITZ, Madeleine (1979); Méthodes des sciences sociales, 4e édition, Daroz, Paris.
- Guy CAUDAMIN et Jean MONTIER, Banque et marchés financiers, ECONOMICA.

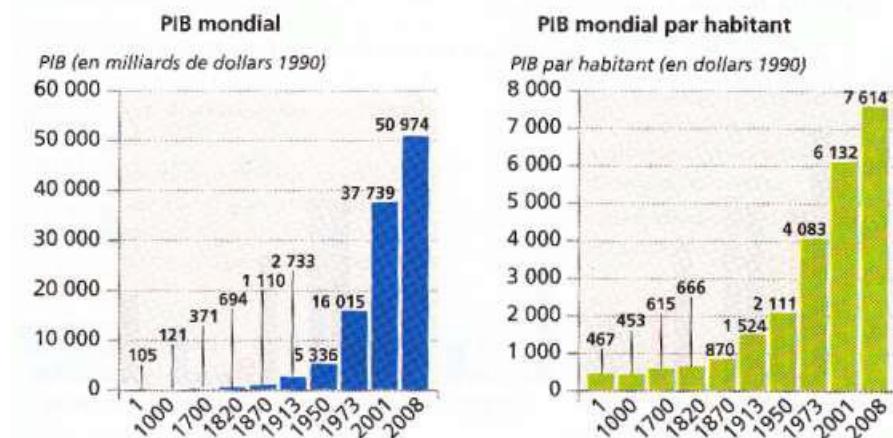
- J-Y Capul et O. Garnier (2011), Dictionnaire d'économie et de sciences sociales, Hatier.
 - LUC BERNET.R (2008) : Principe de technique bancaire ; 25ème Edition ; Dunod, Paris. 343p.
-
- M.AGLIETTA (2001) : Macroéconomie financière : finances, croissance et cycles, Editions la découverte.
 - MATHIEU M (1995) « l'exploitant bancaire et le risque crédit » ED BAQUE EDITEUR, PARIS.
 - M.FEKKAK. N° 4 Juillet-sept 1997 : Evaluation de la réalité et choix des investissements. In la minute du management, 15p.
 - M.RUDLOFF (1969), Economie monétaire national du développement, édition Cujas, Paris.
 - P. Salles et J. Wolff (1996) « la croissance et développement ».
 - Scalbert.C.,Weil.D.,Commios.G.,Scialom.L.,Laurent.M., Le prince,M.(2012). D'un capitalisme financier global à une régulation financière systémique.
 - TAHAR.H. S (2007) : Les risques de l'entreprise et de la banque, Edition Dahlab, Alger. P.75.

Revue économique

- Cours de sciences économiques et sociales classe de terminale ES.
- Expert-comptable-international.info > Le contexte économique.
- Les Malgaches et leurs banques : plongée dans un monde très peu connu par Andriatiana Rakotomanga « Sondage et statistique Madagascar.
- ROSTOW (W.W.) les étapes de la croissance économique, année 1965, pp. 629-630.

ANNEXES

- La puissance du système bancaire Sud-Africain : prélude à un leadership continental ou parenthèse étonnante ? Jean-Pierre Lister dans Afrique contemporaine 2004/2(210), page 119 à 143.
- Réglementation des systèmes financiers et croissance économique des pays de l'OCDE : une analyse empirique Alain de Serres, Shuji Kobayakawa, Torsten Slok et Laura Vartia dans Revue économique de l'OCDE 2006/2(n°43), PAGES 89 à 131
- Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel- ENEMPSI 2012
- Le crédit à l'agriculture, un outils-clé du développement agricole par Audrey Brulé-Françoise, Benoît Faivre-Dupâigre, Bernard Fouquet, Marie-José Neveu Tafforeau, Caroline Rozières et Claude Torre dans Techniques Financières et développement 2016/3_4(n°124)
- PIB mondiale



- L'impact des réseaux sur les banques et l'économie bancaire par Hervé Sitruk en 1995
- Environnement économique entre 2006 à 2008

Rubriques	2006	2007	2008
Produit Intérieur Brut (en milliards d'Ariary)	11 815	13 768	16 131
Taux de croissance réel du PIB	+5,0%	+6,2%	+7,1%
Inflation moyenne de l'année	+10,7%	+10,4%	+9,2%
Inflation en glissement (d'une fin d'année à l'autre)	+10,8%	+8,3%	+10,1%
Crédits sains au secteur privé / PIB	7,9%	7,6%	8,3%
Taux directeur de la Banque Centrale en fin d'année	12,0%	12,0%	12,0%

- Principaux agrégats du système bancaire et financier (en milliards d'ariary)

Rubriques	2006	2007	2008
Total du bilan	2 808,3	3 407,3	4 113,3
Crédits bruts à la clientèle	1 262,0	1 506,0	1 911,1
Crédits nets de provisions et d'agios réservés	1 179,4	1 406,9	1 784,7
Dépôts de la clientèle	2 202,6	2 664,0	3 241,6
Trésorerie à l'actif	1 246,6	1 553,7	1 829,2
Encours de BTA au bilan du secteur bancaire	257,5	315,2	363,8
Fonds propres disponibles réglementaires	236,7	311,6	351,5
Produit Net Bancaire	262,6	310,5	350,6
Résultat des opérations bancaires	254,2	295,9	329,7
Résultat net de l'exercice	76,8	97,3	107,5

Données agrégées des banques, établissements financiers et institutions de microfinance.

- Etablissements agréés en activité

Rubriques	2006	2007	2008
Nombre d'établissements de crédit	23	25	26

Banques	7	8	8
Institutions de microfinance *	9	9	11
	560	605	653
Nombre d'implantations			
	139	156	153
Banques et établissements financiers	421	449	500
Institutions de microfinance			
Nombre de bureaux de change	12	13	15

Avec l'entrée en activité de l'établissement Transfer Express et la reclassification de SIPEM et de PAMF en institution de microfinance de niveau 3 en 2008.

TABLE DES MATIERES

Remerciements	i
LISTES DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES.....	ii
INTRODUCTION.....	1
I- Position du problème.....	1
II- Objectif principal de ce travail	2
III- Intérêt du sujet.....	2
IV- Hypothèse du travail.....	3
V- Plan du travail.....	3
PARTIE 1 : Approche conceptuelle et méthodologie du travail	4
Chapitre 1 : Approche conceptuelle.....	5
I- Généralité sur le système bancaire	5
1- <i>Origine et définition de la banque</i>	5
2- Type de banque	6
a- Types des banques selon leurs types d'activités.....	6
b- Types des banques commerciales selon leurs types d'actionnariats	7
3- Fonction des banques commerciales	7
4- Importance de la banque	8
5- La création monétaire par les banques commerciales	8
II- Investissement	10

1-	Définition générale de l'investissement	10
a-	La notion comptable	10
b-	La notion économique	10
c-	La notion financière.....	10
2-	Crédit d'investissement	11
a-	Crédit à long terme (CLT)	11
b-	Crédit à moyen terme (CMT)	11
3-	Notion de risque	12
4-	Les typologies des risques de crédit	12
a-	Le risque de non remboursement (ou de contrepartie)	12
b-	Le risque de change	13
c-	Le risque de taux d'intérêt	13
d-	Le risque juridique	14
e-	Le risque d'immobilisation.....	14
5-	Importance de l'investissement	15
III-	Croissance économique	16
1-	Définition	16
2-	Notion de croissance selon P. Salles et J. Worff.....	16
a-	L'augmentation de la dimension	16
b-	Changement structurels	17

c-	Les changements dans les types d'organisation	17
d-	Les progrès économiques	17
3-	Etape de la croissance selon W. w. ROSTOW	18
a-	La société traditionnelle.....	18
b-	La condition préalable du démarrage	18
c-	Démarrage	18
d-	La marche vers la maturité	19
e-	Ère de la consommation de masse	19
4-	Indicateur de la croissance économique d'une Nation.....	19
a-	Le produit intérieur brut	19
b-	Calcul du produit intérieur brut	20
IV-	Développement économique.....	20
1-	Définition	21
2-	Indicateur de développement	21
a-	Selon le programme des nations unies pour le développement.....	21
b-	L'IDH	22
Chapitre 2 :	Méthodologie de recherche.....	23
I-	Techniques et méthodes	23
II-	Outils d'analyse.....	24
PARTIE 2 :	Résultats.....	25

Chapitre 1 : Résultat	26
I- La situation économique de Madagascar	26
II- Crédit intérieur fourni par le secteur financier	27
III- Prêt non productifs par rapport au total des prêts bruts	28
Chapitre 2 : Analyse des données	29
I- Données	29
1- Variation du PIB de Madagascar	29
2- Variation de la formation brute de capital fixe à Madagascar	30
3- Les valeurs de l'indicateur de développement de Madagascar	30
II- Analyse des données par les formules économétriques	31
III- Vérification de la première hypothèse	31
1- Les statistiques descriptives	32
2- Matrice de corrélation	32
3- Estimation des paramètres par la méthode des moindres carrées	33
4- Test de normalité des résidus	34
5- Test de Shapiro-Wilk	35
6- Test de shapiro francia	36
7- Test de Skewness/Kurtosis	36
8- Test d'homoscédasité des résidus	36
IV- Vérification de la deuxième hypothèse	37

1- Les statistiques descriptives	37
2- Matrice de corrélation	38
3- Estimation des paramètres par la méthode des moindres carrées	38
4- Test de normalité des résidus	39
5- Test de shapiro-Wilk	41
6- Test de Shapiro Francia.....	41
7- Test de Skewness/Kurtosis.....	42
8- Test d'homoscédasité des résidus	42
 PARTIE 3 : Discussion.....	43
I- Interprétation du résultat	44
II- Problème rencontré	45
III- Une institution propre au Malagasy	46
 CONCLUSION	47
 BIBLIOGRAPHIE	I
 ANNEXES	III
 TABLE DES MATIERES	VI
 LISTE DES FIGURES	XI
 LISTE DES TABLEAUX	XII

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : l'importance de la banque.....	8
Figure 2 : l'importance de l'investissement	15
<i>Figure 3 : évolution du PIB de Madagascar.....</i>	29
<i>Figure 4 : formation brute de capitale fixe de Madagascar.....</i>	30
<i>Figure 5 : évolution de l'IDH de Madagascar</i>	31
Figure 6 : test de normalité des résidus	34
Figure 7 Kernel density estimate.....	34
Figure 8 : Nuage de points 1	35
Figure 9 : Test de normalité des résidus.....	39
Figure 10 Kernel density estimate.....	40
Figure 11 : Nuage de points 2	40

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 Crédit intérieur fourni par le secteur financier (% du PIB)	27
Tableau 2 Prêt non productif par rapport au total des prêts bruts (%)	28
Tableau 3 variation du PIB de Madagascar.....	29
Tableau 4 Variation de la FBCF de Madagascar	30
Tableau 5 IDH de Madagascar	30
Tableau 6 statistiques descriptives (pib, i)	32
Tableau 7 matrice de corrélation entre pib et i.....	32
Tableau 8 estimation des paramètres par la méthode des moindres carrées	33
Tableau 9 test de shapiro-wilk	35
Tableau 10 test de shapiro francia.....	36
Tableau 11 test de skewness/Kurtosis	36
Tableau 12 statistiques descriptives	37
Tableau 13 Matrice de corrélation	38
Tableau 14 estimation des paramètres par la méthode des moindres carrées	38
Tableau 15 test de shapiro-wilk	41
Tableau 16 test de Shapiro Francia	41
Tableau 17 Skewness/Kurtosis.....	42

Résumé

Actuellement plusieurs investisseurs Malagasy reculent face aux difficultés d'obtenir des crédits dans les banques. Afin de financer leurs activités, elles font des autofinancements ou recourent à des aides étrangères. Si ces investisseurs souhaitent poursuivre leur travail, soit ils investissent dans d'autre pays, soit ils s'autofinancent.

L'objectif de cette étude est d'évaluer la contribution des banques sur la croissance et le développement de l'économie de Madagascar. La problématique est par conséquent la suivante : les banques secondaires contribuent-elles vraiment à la croissance et au développement de Madagascar ? dans ce contexte, Nous analysons non seulement les fonctions des banques mais aussi sa contribution dans l'économie Malagasy. Pour répondre à la problématique, nous avons utilisé des méthodes comme la méthode analytique, la méthode comparative ainsi que la méthode statistique dont nous avons utilisé le logiciel stata 12 et le tableau de calcul Excel 2016 pour la vérification de l'hypothèse, et des techniques comme la technique de documentation et la technique d'interview. Les résultats récoltés montrent que plus les investissements internes augmentent, plus le PIB diminue, ce qui provoque ensuite le faible taux de bancarisation puisque la plupart des personnes n'ont pas le courage d'investir des grandes sommes à Madagascar à cause des divers risques comme l'instabilité politique, de plus, les matériels destinés à être utilisés dans des grandes productions sont tous des importations or cela diminue le PIB. Selon ce résultat, les banques ne contribuent pas vraiment à la croissance économique de Madagascar. Par contre, nous avons pu démontrer que la croissance peu avoir un impact positif dans le développement du pays.

A partir de ces conclusions, la mise en place des politiques pour la protection des investisseurs Malagasy et des politiques pour la diminution des produits importés ainsi que l'incitation des Malagasy à utiliser des produits bancaires destinés à la production rentable devraient permettre aux activités bancaires de contribuer à la croissance économique de Madagascar.

Mots-clés : Banque, crédit, croissance, développement, économie, investissement, IDH, Madagascar, monnaie, PIB, risque, secteur d'activité.

Abstract

Currently, several Malagasy investors are backing away from the difficulty of obtaining credit in banks. In order to finance their activities, they make self-financing or use foreign aid. If these investors want to continue their work, either they invest in other countries or they finance themselves.

The aim of this study is to assess the contribution of banks to the growth and development of Madagascar's economy. The problem is therefore the following: do secondary banks really contribute to the growth and development of Madagascar? In this context, we analyze not only the functions of banks but also its contribution to the Malagasy economy. To answer the problem, we used methods such as the analytical method, the comparative method as well as the statistical method of which we used the Stata 12 software and the Excel 2016 calculation table for the verification of the hypothesis, and techniques such as documentation and interviewing techniques.

The results obtained show that as domestic investment increases, the lower the GDP, which then leads to the low rate of banking, since most people do not have the courage to invest large sums in Madagascar because of various risks such as political instability, in addition, equipment intended for use in large-scale production is all imported, which reduces GDP. According to this result, the banks are not really contributing to Madagascar's economic growth. On the other hand, we have been able to show that growth can have a positive impact on the country's development.

On the basis of these conclusions, the establishment of policies for the protection of Malagasy investors and policies for the reduction of imported products as well as the encouragement of Malagasy used banking products intended for profitable production should enable banking activities to contribute to Madagascar's economic growth.

Key words: Bank, credit, growth, development, economy, investment, HDI, Madagascar, money, GDP, risk, sector.

